

§ 6. Le calcul du cash-flow du paragraphe 1^{er} doit au moins porter en compte les coûts et avantages supplémentaires qui ont été décrits dans l'article 5. En outre, il faut au moins porter en compte les indexations suivantes :

- 1° l'indice pour les coûts opérationnels ;
- 2° l'indice pour le prix marchand d'électricité en cas de baisse ;
- 3° l'indice pour le prix marchand d'électricité en cas de vente ;
- 4° l'indice pour le prix marchand de gaz naturel ;
- 5° l'indice pour le prix marchand de chaleur.

§ 7. Les indexations pour les coûts opérationnels, le prix marchand d'électricité en cas de baisse, le prix marchand d'électricité en cas de vente et le prix marchand de gaz naturel sont fixés par semestre/annuellement par la "Vlaams Energieagentschap" dans le rapport fixant les parties non rentables et le facteur de banding de nouveaux projets. Les indexations du rapport définitif le plus récent doivent être reprises dans le calcul. Moyennant une motivation solide du demandeur, la "Vlaams Energieagentschap" peut autoriser une dérogation en la matière.

§ 8. Le calcul du cash-flow du paragraphe 1^{er} tient compte de l'impact fiscal des coûts et avantages supplémentaires de l'option alternative par rapport au scénario de référence. Dans ce contexte, les amortissements sont portés en compte. Les amortissements ne sont pas repris directement dans le calcul du cash-flow même.

§ 9. Via son site web, la "Vlaams Energieagentschap" peut mettre à disposition un modèle pour effectuer le calcul du cash-flow du paragraphe 1^{er}.

Art. 7. L'analyse coûts-avantages comprend une conclusion claire, y compris une description de la meilleure option.

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 8. La conformité de l'analyse coûts-avantages effectuée aux conditions telles que fixées au présent arrêté sera évaluée par la "Vlaams Energieagentschap" ; la publication de ces données est uniquement possible pour autant qu'elle soit conforme à l'article 15, § 1^{er}, 7°, du décret du 26 mars 2004 relatif à la publicité de l'administration.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 24 juillet 2015.

La Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Energie,
A. TURTELBOOM

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31540]

19 AOUT 2015. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune reportant l'indexation applicable aux maisons de repos, maisons de repos et de soins, centres de soins de jour, aux conventions conclues en application de l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour le financement de soins alternatifs et de soutien aux soins à des personnes âgées fragiles, aux conventions de rééducation fonctionnelle, aux conventions conclues avec des équipes d'accompagnement multidisciplinaires de soins palliatifs, aux maisons de soins psychiatriques et aux initiatives d'habitations protégées, pour l'année civile 2015

Le Collège réuni,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, les articles 22, 6°, 22, 6^{ter}, 37, § 12, 47 et 56, § 2;

Vu la loi programme du 2 janvier 2001, les articles 59 et 59^{ter};

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 2001 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitations protégées;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2002 fixant les règles selon lesquelles une partie du prix d'hébergement des maisons de soins psychiatriques est mise à charge de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 juillet 2015;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni, compétents pour le Budget, donné le 16 juillet 2015;

Considérant que l'urgence se justifie en ce qu'il convient de permettre sans délai, de reporter l'indexation des forfaits applicables aux maisons de repos, maisons de repos et de soins, centres de soins de jour, conventions conclues en application de l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour le financement de soins alternatifs et de soutien aux soins à des personnes âgées fragiles, aux conventions de

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2015/31540]

19 AUGUSTUS 2015. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot uitstel, voor het kalenderjaar 2015, van de op de rusthuizen, de rust- en verzorgingshuizen, de centra voor dagverzorging, de overeenkomsten gesloten in toepassing van artikel 56, § 2, eerste lid, 3°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, voor de financiering van alternatieve en ondersteunende zorg voor kwetsbare ouderen, de revalidatieovereenkomsten, de overeenkomsten gesloten met multidisciplinaire begeleidingsequipes voor palliatieve verzorging, de psychiatrische verzorgingshuizen en de initiatieven van beschut wonen toepasselijke indexering

Het Verenigd College,

Gelet op wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikelen 22, 6°, 22, 6^{ter}, 37, § 12, 47 en 56, § 2;

Gelet op de programmawet van 2 januari 2001, artikelen 59 en 59^{ter};

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 2001 houdende vaststelling van de regels volgens dewelke het budget van financiële middelen, de quota van verblijfdagen en de prijs per verblijfdag voor de initiatieven van beschut wonen worden bepaald;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2002 houdende vaststelling van de regels volgens welke een gedeelte van de opnemingsprijs in psychiatrische verzorgingshuizen ten laste van de Staat wordt gelegd;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 juli 2015;

Gelet op het akkoord van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Begroting, gegeven op 16 juli 2015;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid gerechtvaardigd is doordat het dringend geboden is, de indexering van de forfaits, voor het kalenderjaar 2015, toepasselijk op de rusthuizen, de rust- en verzorgingshuizen, de centra voor dagverzorging, de overeenkomsten gesloten in toepassing van artikel 56, § 2, eerste lid, 3°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, voor de financiering van

rééducation fonctionnelle, aux conventions conclues avec des équipes d'accompagnement multidisciplinaires de soins palliatifs, aux maisons de soins psychiatriques et aux initiatives d'habitations protégées, pour l'année civile 2015;

Vu l'avis 57.920/1/V, donné le 29 juillet 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de Santé;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux institutions et interventions relevant de la compétence de la Commission communautaire commune.

Art. 2. Les interventions et les montants tels que prévus ci-après ne sont pas indexés pendant l'année civile 2015 :

1^o l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées;

2^o l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes et l'augmentation des rémunérations dans certaines institutions de soins;

3^o l'arrêté royal du 15 septembre 2006 portant exécution de l'article 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, en ce qui concerne les mesures de dispense des prestations de travail et de fin de carrière;

4^o l'arrêté ministériel du 22 juin 2000 fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les centres de soins de jour;

5^o l'arrêté royal du 2 juillet 2009 fixant les conditions dans lesquelles le Comité de l'assurance peut conclure des conventions en application de l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour le financement de soins alternatifs et de soutien aux soins à des personnes âgées fragiles pour ce qui concerne les catégories 1 et 4;

6^o la convention nationale entre les maisons de repos et de soins, les maisons de repos pour personnes âgées, les centres de soins de jour et les organismes assureurs, conclue en vertu des dispositions de l'article 47 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

7^o l'arrêté royal du 26 mars 2003 portant exécution de l'article 59^{ter} de la loi-programme du 2 janvier 2001 en ce qui concerne la contribution relative à la prime syndicale;

8^o les conventions de rééducation fonctionnelle « long care », visées à l'article 5, § 1^{er}, I., 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et qui, selon les dispositions de l'article 22, 6^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ont été conclues entre le Comité de l'assurance et les établissements suivants :

- a) 772 Rééducation psychosociale pour adultes;
- b) 771 Centre de rééducation de troubles neurolocomoteurs :

La Braise, Centre de jour de Réadaptation fonctionnelle pour traumatisés crâniens graves;

- c) 773 Rééducation fonctionnelle de toxicomanes;
- d) 7740 Troubles pédopsychiatriques;
- e) 7745 Troubles précoces dans l'interaction parents-enfants;
- f) 7746 Centres de référence autisme;
- g) 7767 Unités de répit;
- h) 779 Troubles de l'ouïe;

i) 7840 Rééducation fonctionnelle des personnes présentant une IMOC;

alternatieve en ondersteunende zorg voor kwetsbare ouderen, de revalidatieovereenkomsten, de overeenkomsten gesloten met multidisciplinaire begeleidingsequipes voor palliatieve verzorging, de psychiatrische verzorgingstehuizen en de initiatieven van beschut wonen, uit te stellen;

Gelet op het advies 57.920/1/V, gegeven op 29 juli 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de gecoördineerde wetten van de Raad van State;

Op de voordracht van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de voorzieningen en verstrekkingen waarvoor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd is.

Art. 2. De tegemoetkomingen en bedragen waarin de hierna opgesomde regelingen voorzien worden in het kalender jaar 2015 niet geïndexeerd :

1^o het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden;

2^o het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering van de barema's en de loonsverhogingen in bepaalde gezondheidsinrichtingen betreft;

3^o het koninklijk besluit van 15 september 2006 tot uitvoering van artikel 59 van de programmawet van 2 januari 2001 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, wat de maatregelen inzake vrijstelling van arbeidsprestaties en eindeloopbaan betreft;

4^o het ministerieel besluit van 22 juni 2000 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de centra voor dagverzorging;

5^o het koninklijk besluit van 2 juli 2009 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Verzekeringscomité met toepassing van artikel 56, § 2, eerste lid, 3^o van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, overeenkomsten kan sluiten voor de financiering van alternatieve en ondersteunende zorg voor kwetsbare ouderen voor wat de categorieën 1 en 4 betreft;

6^o de nationale overeenkomst tussen de rustoorden voor bejaarden, de rust- en verzorgingstehuizen, de centra voor dagverzorging en de verzekeringsinstellingen zoals gesloten in toepassing van artikel 47 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

7^o het koninklijk besluit van 26 maart 2003 tot uitvoering van artikel 59^{ter} van de programmawet van 2 januari 2001 wat de tegemoetkoming in de vakbondspremie betreft;

8^o de overeenkomsten voor long term care revalidatie bedoeld in artikel 5, § 1, I., 5^o, van de wet van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en die, krachtens artikel 22, 6^o, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, door het Verzekeringscomité van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, zijn gesloten met de volgende inrichtingen :

- a) 772 Psychosociale revalidatie van volwassenen;
- b) 771 Revalidatie centrum voor motorische revalidatie :

La Braise, Centre de jour de Réadaptation fonctionnelle pour traumatisés crâniens graves;

- c) 773 Revalidatie van verslaafden;
- d) 7740 Kinderpsychiatrische aandoeningen;
- e) 7745 Vroegtijdige stoornissen in de interactie ouders-kinderen;
- f) 7746 Referentiecentra voor autisme;
- g) 7767 Respijteenheden;
- h) 779 Slechthorenden;
- i) 7840 Revalidatie hersenverlamden;

j) 790 Evaluation multidisciplinaire dans le cadre de la nomenclature des aides à la mobilité;

k) 953 et 965 Centres de rééducation fonctionnelle ambulatoire CRA;

l) 969 Déficiences visuelles;

9° les conventions qui, selon les dispositions de l'article 22, 6^{ter}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ont été conclues entre le Comité de l'assurance de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et les équipes palliatives (9680);

10° l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de soins psychiatriques;

11° l'arrêté royal du 17 décembre 2002 fixant les règles selon lesquelles une partie du prix d'hébergement des maisons de soins psychiatriques est portée à la charge de l'État;

12° l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément spécifique des maisons de soins psychiatriques;

13° la convention nationale entre les maisons de soins psychiatriques et les organismes assureurs, conclue en vertu des dispositions de l'article 47 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

14° l'arrêté royal du 18 juillet 2001 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitation protégée;

15° l'arrêté ministériel du 12 septembre 1994 déterminant le mode de liquidation de l'État dans le prix de la journée de séjour des initiatives d'habitation protégée.

Art. 3. A partir du 1^{er} janvier 2016, les interventions et les montants, visés à l'article 2, sont liés à l'indice-pivot d'application au 1^{er} décembre 2015.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2015.

Art. 5. Les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de Santé, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 août 2015.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni,
compétents pour la politique de Santé,
D. GOSUIN

j) 790 Multidisciplinaire evaluatie in het kader van de nomenclatuur van de mobiliteits hulpmiddelen;

k) 953 en 965 Centra voor ambulante revalidatie CAR;

l) 969 Visuele stoornissen;

9° de overeenkomsten die, krachtens artikel 22, 6^{ter}, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, door het Verzekeringscomité van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering zijn gesloten de multidisciplinaire begeleidingsequipes voor palliatieve verzorging (9680);

10° het ministerieel besluit van 10 juli 1990 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de psychiatrische verzorgingstehuizen;

11° het koninklijk besluit van 17 december 2002 houdende vaststelling van de regelen volgens welke een gedeelte van de opnemingsprijs in psychiatrische verzorgingstehuizen ten laste van de Staat wordt gelegd;

12° het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van psychiatrische verzorgingstehuizen;

13° de nationale overeenkomst tussen de psychiatrische verzorgingstehuizen en de verzekeringsinstellingen zoals gesloten in toepassing van artikel 47 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

14° het koninklijk besluit van 18 juli 2001 houdende vaststelling van de regels volgens dewelke het budget van financiële middelen, de quota van verblijfdagen en de prijs per verblijfdag voor de initiatieven van beschut wonen worden bepaald;

15° het ministerieel besluit van 12 september 1994 tot bepaling van de wijze waarop de tegemoetkoming van de Staat in de prijs per verblijfdag voor initiatieven van beschut wonen wordt bepaald.

Art. 3. Vanaf 1 januari 2016 worden de in artikel 2 bedoelde tegemoetkomingen en bedragen gekoppeld aan de spilindex van toepassing op 1 december 2015.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2015.

Art. 5. De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 augustus 2015.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College,
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,
G. VANHENGEL

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2015/15114]

Carrière extérieure. — Désignations

Par arrêté royal du 5 juillet 2015, M. Luc LIEBAUT est déchargé de ses fonctions d'Ambassadeur et Consul général de Belgique au Japon, avec résidence principale à Tokyo.

Il est accrédité en qualité d'Ambassadeur et Consul général de Belgique dans la République hellénique, avec résidence principale à Athènes.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2015/15114]

Buitenlandse carrière. — Aanstellingen

Bij koninklijk besluit van 5 juli 2015 wordt de heer Luc LIEBAUT ontheven uit zijn functie van Ambassadeur en Consul-Generaal van België in Japan, met standplaats te Tokyo.

Hij wordt geaccrediteerd als Ambassadeur en Consul-Generaal van België in de Helleense Republiek, met standplaats te Athene.

Par arrêté royal du 5 juillet 2015, M. Frédéric VERHEYDEN est déchargé de ses fonctions à l'Administration centrale et est accrédité en qualité d'Ambassadeur et Consul général de Belgique dans la République islamique du Pakistan, avec résidence principale à Islamabad.

Bij koninklijk besluit van 5 juli 2015 wordt de heer Frédéric VERHEYDEN ontheven uit zijn functie bij het Hoofdbestuur en wordt geaccrediteerd als Ambassadeur en Consul-Generaal van België in de Islamitische Republiek Pakistan, met standplaats te Islamabad.